

GLOBALISATION POLITIQUE

Hier, ils étaient sûrs d'avoir les clés pour comprendre et analyser le monde : la guerre froide, l'opposition entre l'Est et l'Ouest, la décolonisation, le Tiers monde. Et aujourd'hui ? Au contraire, c'est la théorisation de l'impossibilité de définir une analyse globale du monde. Il y aurait une mondialisation de l'économie admise par tout le monde... Mais il serait impossible de faire une analyse globale des enjeux politiques mondiaux. Plus encore, tous ceux qui s'y essaieraient seraient soupçonnés de totalitarisme. Et toutes les argumentations y passent : « le monde serait trop complexe pour en appréhender les mécanismes politiques ». « Le monde serait multipolaire, divers, toute globalisation serait trop réductrice ». Bref, les élites politiques et intellectuelles découragent quiconque d'élaborer une hypothèse, une alternative politique. Ils se réunissent à Davos... pour dire qu'il ne savent rien.

Cette idéologie de l'impuissance fait le lit de politiques dangereusement agressives. Le monde est incompréhensible donc il est « dangereux » ! Dangereux pour le pouvoir capitaliste, dangereux pour l'occident démocratique. Il ne reste plus qu'à se trouver un bras armé pour se protéger. De qui ? De tous... Des chinois et des indiens car ils vont mettre en péril le leadership économique, du moyen Orient qui serait « islamisé », des « terroristes » qui seraient partout et nulle part. C'est le sens des déclarations de Chirac qui rompt avec la stratégie de la dissuasion gaulliste pour faire une dissuasion tout azimuth « anti-terroriste »

Nous avons la prétention de donner un certain nombre de clés pour comprendre le monde d'aujourd'hui car nous avons la prétention d'agir et d'influer sur son avenir. Les politiciens (Sarkozy) ont beau annoncé qu'ils vont opérer des « ruptures », les ruptures se sont déjà produites. Au delà des discours, les communistes démocratiques que nous sommes, ont la fâcheuse impression de rabâcher depuis 10 ans ce qui apparaît être aujourd'hui l'évidence. la situation politique est nouvelle, différente d'il y a 10 ans 15 ans. C'est à dire que les révolutionnaires et les marxistes doivent eux aussi rompre avec une rhétorique et des explications stéréotypées. Pour nous, cette situation est marquée par :

- 1) La fin de la lutte pour « l'indépendance nationale »
- 2) la mort de l'europe
- 3) La remise en cause du modèle social
- 4) Le Bushisme, bras armé de la globalisation mondiale

1) **Fin de la lutte pour « l'indépendance nationale ».**

La défaite électorale de l'OLP au profit du Hamas marque la fin définitive d'une période. La revendication d'un état-nation indépendant, issue des luttes de libération nationale contre le colonialisme et l'impérialisme n'est plus adaptée à la situation et ne donne plus de perspective aux peuples. Non pas qu'il subsiste des actes de colonialisme ou d'impérialisme, mais la lutte pour la création d'état nation ou la lutte pour l'indépendance d'un état constitué est aujourd'hui dépassée.

Dès l'éclatement de l'Ex-URSS et la dislocation de l'ex-Yougoslavie, nous avons dit que nous ne voyons rien de positif pour les peuples à se replier sur des confettis d'état et à revendiquer « l'identité nationale ». Le morcellement et l'émiettement n'apportent certainement pas la paix. 10 ans plus tard, l'ex-Yougoslavie est occupée par une force internationale qui sait que dès son départ, la guerre reprendra.

De la même façon, la lutte du peuple palestinien contre l'état raciste israélien est certainement juste... Mais la lutte pour la création d'un « état-nation » a échoué. Quel état d'ailleurs ? L'embryon d'état constitué en Palestine est gangrené par une corruption ravageuse et n'existe que parce qu'il est financé par des subventions importantes internationales, particulièrement européennes et américaines. Croire que dans une économie mondialisée, l'état palestinien a une chance d'exister, c'est totalement ridicule. Dans cette économie mondialisée, le peuple palestinien est « à sa place », c'est à dire qu'il est la classe ouvrière d'Israël et qu'à ce titre, la revendication sociale et politique « révolutionnaire » devrait être de prendre le pouvoir... en Israël ! ! C'est à dire qu'au lieu d'un repli hypothétique dans des

frontières exsangues, le peuple palestinien a tout intérêt à demander son intégration à l'état d'Israël et à en revendiquer le pouvoir! ! On peut comprendre que le peuple palestinien qui a essayé la « solution OLP » pour créer cet état, va jusqu'au bout de la logique, jusqu'au fond de l'impasse. Et le Hamas, c'est l'impasse politique, même si pour des raisons de survie, le Hamas négocie déjà un modus vivendi avec les USA et les européens. La victoire du Hamas n'est que le lent aboutissement du processus d'isolement en décalage avec la mondialisation économique et politique.

Le renoncement de l'IRA à l'indépendance de l'Irlande du Nord est aussi révélateur... On reconnaîtra que cet abandon est « intelligent ». Mais en réalité, ce n'est pas une question d'intelligence. Plutôt une question de « richesse » : la croissance économique de l'Irlande (10% en 2004) a facilement « absorbé » l'IRA... car la mondialisation capitaliste de l'économie a choisi l'Irlande (sans doute momentanément) comme pôle de développement. L'intégration au « monde qui marche » aura eu raison des revendications « nationales »...

Partout, sur tous les continents, la lutte pour « l'indépendance nationale » est terminée. Et il ne faut pas confondre l'éclatement en une multitude d'états avec les luttes de libérations nationales d'après guerre.

Nous ne comprenons pas pourquoi des révolutionnaires ne perçoivent pas cette nouvelle situation. La mondialisation de l'économie capitaliste sous direction bushiste émiette les états. En Afrique, l'exemple actuel de la Côte d'Ivoire, grand producteur de cacao et des bois précieux est parlant. Le sort de la Côte d'Ivoire dépend plus du cours du cacao à la bourse Chicago ou à Londres que du gouvernement qu'il se donne. Et nous aurons fait un pas de géant dans la « théorie révolutionnaire » le jour où l'on verra le peuple ivoirien prendre d'assaut les places boursières qui scellent son sort plutôt que de se diviser en 2 états.

Dernier exemple en date, l'Iraq. Pour le coup, on pourrait croire que la lutte que doit mener le peuple iraquien est une lutte pour son indépendance. Paradoxalement, nous ne le pensons pas... Si nous sommes pour un soutien résolu à la résistance iraquienne (nous sommes d'ailleurs peu nombreux en France à le faire, l'extrême gauche considérant surtout que l'élimination du dictateur Saddam Hussein par les USA est une bonne chose), nous pensons qu'avoir comme seule revendication politique « l'indépendance nationale » du pays n'est pas de nature à agréger suffisamment de forces pour bouter hors de leur pays les occupants privés ou publics. Il est d'ailleurs à noter que les élections vont concrétiser la tendance générale du monde : l'émiettement. Les élections découpent l'Iraq en « territoires » contrôlés par des communautés nationales ou religieuses (chiite, sunite, etc...). Ce pouvoir formel sur des « territoires d'Iraq » est dérisoire. Il contente quelques chefs de guerre alors que le contrôle de l'Iraq par les capitalistes internationaux s'effectue sur les matières premières dont l'accès est considéré comme un droit indispensable à l'accomplissement des droits de l'homme.

La mondialisation se joue des frontières et des états, annexent à son système certains « territoires », certaines régions, certaines villes d'un état et rejette les autres parties du pays dans la misère. L'exemple le plus paradoxal est sans doute la Chine dont une petite partie abrite les usines de production (textile, jouet et bientôt acier), véritable « classe ouvrière du monde » tandis que la majeure partie est rurale encore et pauvre...

De la même façon, les gesticulations sympathiques des dirigeants d'Amérique Latine (Chavez, Lula, etc...) ne sont que des gesticulations. Devant les contraintes des marchés internationaux (Lula au Brésil) et du commerce mondial, les compromis se multiplient... au détriment de promesses de justice sociale.

Dans ce contexte, cantonner les peuples à une lutte pour « l'indépendance nationale » ou pour « l'indépendance des états » est inefficace pour ses peuples. Si la lutte contre l'exploitation est bien entendu nécessaire, il faut donner une perspective révolutionnaire à cette lutte, c'est à dire une lutte mondiale contre le capitalisme. D'une certaine manière, l'Europe est touchée par ce repli nationaliste, cet émiettement et ces divisions.

2) L'Europe n'existe pas...

L'Europe est morte à Sarajevo... Tous les éléments qui sont intervenus depuis confirment notre analyse. Le paradoxe est entretenu par le fait que l'Europe est relativement riche et peut se permettre d'entretenir une armée de bureaucrates et de politiciens « européens ». Cette infrastructure non démocratique entretient l'illusion d'une construction européenne et d'une politique européenne. Mais de sommets en sommets, on notera que les compromis sont de plus en plus pesants et que la moindre peccadille devient l'objet de divergences, de crispations nationales.

L'Europe a eu sa chance d'exister notamment lors de la disparition de l'empire soviétique si elle s'était construite hors et contre les USA. Aujourd'hui, cette opportunité est passée et l'Europe se retrouve à gérer le démantèlement de ses « Etats-nation ». Sans projet politique et de volonté de construction européenne, les pays gèrent l'intégration à l'économie mondiale et les conflits entre états ou entre classes sociales différentes.

Les capitalistes « européens » ont, semble-t-il, hésité entre jouer dans la cour des grands sur la planète et doter l'Europe d'une force de frappe industrielle et financière. Le bilan est clair : pas plus dans les services publics que dans les domaines industriels importants (télécommunication, sidérurgie, etc.), il n'y a d'entreprises « européennes ». Un des rares domaines (l'agriculture) qui bénéficiait d'une politique européenne (la PAC) va précisément s'aligner sur le marché mondial et les prix mondiaux.

La perspective européenne est donc terminée et les gouvernements des états d'Europe se retrouvent sans projet politique.

Les capitalistes ont sauté le pas. Le symbole est celui donné par France Télécom dont le PDG, Michel BON se précipite à Wall Street lors de la privatisation de l'opérateur. Il est aujourd'hui ridicule de faire croire qu'Arcilor est « français » et que Mittal steel est « indien ». L'étude de la composition de leur capital montre que ce sont deux entreprises « mondialisées ». Il n'y a aucune politique européenne, aucune stratégie européenne, aucune économie spécifiquement « européenne ». D'un point de vue économique et politique, les capitalistes ont décidé de lier leur sort au pôle dominant, les USA.

Dans ces conditions, il ne reste plus qu'aux bureaucrates et aux politiciens qu'à gérer les conflits entre états européens qui se multiplient à l'infini. Dernière passe d'arme, le taux de TVA !! Le référendum qui a agité le microcosme de gauche et d'extrême gauche s'est appuyé sur ces conflits dérisoires. Si le « non » l'a emporté, il n'a eu aucun débouché politique et aucun effet : une version plus douce de la directive Bolkestein va être mise en œuvre. Ce référendum a démontré l'Europe n'est pas une idée et une perspective qui transcende les corporatismes et les nationalismes.

3) Les modèles sociaux remis en cause

En l'absence « d'Europe », le démantèlement des activités économiques liées à l'état nation et leur privatisation entraînent à court ou moyen terme un démantèlement des statuts sociaux : en France près de 7 millions sur 27 font partie du secteur public ou parapublic. Ils se retrouvent directement sur le « marché mondial » ce qui entraîne une véritable rupture idéologique et sociale. Mais ce qui se passe en France touche évidemment tous les pays européens.

Les dirigeants des grandes entreprises et le gouvernement « s'adaptent » et accompagnent le mouvement. Cela consiste à remettre en cause le « modèle économique et social » en vigueur depuis plusieurs décennies : retraite portée à 67 ans (Allemagne), déremboursement de la maladie et des médicaments, remise en cause de la législation du travail, mesures « sécuritaires », etc... Mais surtout, il faut rompre avec certains « comportements ». Toute réglementation (du travail, entre autre) est donc présentée comme un frein à l'économie et au développement. Les dirigeants gouvernementaux préparent à leur échelle les « ruptures » : rupture avec la notion de service public, rupture avec les conditions de travail antérieures (CPE, CNE). Les patrons sont donc à l'offensive. Une offensive à haut risque car la déstabilisation n'est pas forcément porteuse d'avenir.

Sur les cinquante dernières années, les capitalistes avaient trouvé un équilibre social dans les pays du Nord notamment en s'appuyant sur le colonialisme et en exploitant les pays du Tiers Monde.

Cette paix sociale s'appuyait sur une aristocratie ouvrière pléthorique. Chacun avait son « modèle social » : France, Allemagne, pays Scandinaves, etc... Et même en cas de crise (Mai 1968), les capitalistes avaient encore la capacité de distribuer des augmentations de salaire pour acheter la paix sociale. Ces modèles sociaux et cette paix sociale sont terminés. D'une part, parce que la crise économique du capitalisme est généralisée et d'autre part parce que sous l'effet de la concentration capitaliste et de la mondialisation, les bases de ces modèles sociaux vacillent.

Il est faux de dire que la situation actuelle n'est pas nouvelle et qu'avec les patrons, cela a toujours été comme cela. Pour nous, il s'agit bien d'une rupture sociale qui comporte d'ailleurs de nombreux risques. Les élections de 2002 ont démontré ce malaise, les électeurs oscillant entre un repli nationaliste et une promesse que rien ne changerait quant à leur standard de vie... Un cran de plus ayant été franchi depuis 5 ans dans la déréglementation des statuts, les élections présidentielles de 2007 risquent d'être « surprenantes ». Un « Le pen » moins marqué « raciste » (et peut être à gauche) aura malheureusement de beaux jours devant lui.

La rupture du modèle social antérieur entraîne des désagréments et des instabilités (Référendum du 29 mai). Les capitalistes se cherchent donc des soutiens, une « base de masse » qu'ils ont du mal à fidéliser. Certes, l'actionnariat, y compris chez les salariés semble marcher (5 millions pour EDF) mais cela ne dure guère longtemps. Les mesures fiscales tentent aussi de créer cette base de masse (couches moyennes) qui fait défaut... Mais la crise économique les lamine aussi. C'est pourquoi, nous pensons que parallèlement à l'avancée du « Bushisme », des mesures d'encadrement et de surveillance de la population vont se multiplier. La CNIL s'inquiétait encore récemment de l'explosion de la vidéo-surveillance dans les entreprises.

4) Le Bushisme : bras armé des capitalistes

La première guerre du golfe (Bush père) a été un révélateur. L'accès aux matières premières (le pétrole, etc...) a été présenté comme un élément essentiel pour maintenir le niveau de vie des pays riches. Le pétrole est devenu un « bien » de toute l'humanité, c'est à dire que la partie riche de la planète a décrété qu'elle avait droit d'intervenir (droit d'ingérence) partout dans le monde dès que ses intérêts étaient menacés, dès que son « niveau de vie était menacé ». Le pétrole d'Iraq ou d'Arabie Saoudite, c'est le « nôtre » car il nous fait vivre et Bush est le bras armé qui nous le garantit... Voilà la base « populaire » du Bushisme, une base qui a compris même confusément que le capitalisme enchaînant crise économique sur crise économique était « fragile » et que son standing était menacé !

Les capitalistes eux-mêmes ont bien compris que la situation internationale qu'ils ont créée, était grosse de dangers de guerre (21 septembre). C'est pourquoi, il leur faut prendre les moyens d'aller sauvegarder leurs intérêts partout sur la planète. Dans un monde totalement en désarroi politique et idéologique, le recours c'est le militaire. Il faut remettre de l'ordre, et sécuriser des zones stratégiques indispensables aux capitalistes occidentaux. Les affaires s'accommodent mal de l'instabilité (sauf les marchands d'armes).

Le bushisme est le bras armé de ces capitalistes sur la planète. L'augmentation colossale du budget militaire des USA est là pour le prouver. C'est pourquoi, nous pensons qu'il y a un vrai risque de fascisme qui dépasse largement le seul périmètre des USA. L'alignement sur le bushisme se poursuit. Après quelques tergiversations, les gouvernements des pays industrialisés (y compris Chirac) se sont rangés derrière le bushisme. Depuis, Sarkozy, le bushiste patenté en France, n'a plus « d'espace » politique.

La première guerre du golfe avait été l'occasion de sceller des alliances. La deuxième guerre d'Iraq a montré les limites de cette coalition. Beaucoup d'états ont traîné les pieds même s'ils ont financé la guerre.

Le « bushisme » est à la croisée des chemins. Il ne peut laisser la situation internationale en l'état. Les troupes US sont déjà engagées en Afghanistan, en Iraq et même au Kosovo. Il lui faut de l'aide et vite. Soit il se désengage de l'Afghanistan et de l'Iraq pour ouvrir un autre front (L'Iran), soit il gère une situation difficilement tenable. C'est pourquoi, il tente de remplacer « l'armée officielle des

USA » par une véritable armée privée constituée de sociétés de mercenaires. La privatisation de l'intervention militaire est une réponse transitoire en attendant que les autres états industrialisés mettent la main à la pâte. Les autres pays sont donc au pied du mur. Et Condoleezza Rice fait le tour de toutes les capitales pour sonder et convaincre de sa politique. Manifestement Chirac a franchi le pas avec ses dernières déclarations sur l'utilisation de l'arme nucléaire.

Le bushisme s'ancre aujourd'hui dans tous les pays et traverse toutes les forces politiques de gauche et de droite (Kouchner). L'Iran sera certainement un nouveau test. L'Allemagne et La France poussent à l'intervention mais ne sont pas décidés à mettre les moyens militaires. Bush attend qu'on vienne le chercher pour « faire le boulot »...Et quelle sera la contrepartie ?

Nous ne voyons vraiment pas comment on pourrait échapper à un pallier supplémentaire dans la radicalisation du bushisme au nom de la lutte contre le « terrorisme » et contre les « états terroristes ». Les derniers événements concernant les caricatures de Mahomet donnent de l'eau au moulin du bushisme.

Le « bushisme » est un risque fasciste qui est à prendre très au sérieux. C'est d'autant plus vrai que nous ne voyons pas de mobilisations suffisantes pour empêcher sa progression. La lutte contre l'impérialisme US présente traditionnellement en Amérique latine n' pas compris le fondement du « bushisme ».

Le combat contre le bushisme nécessite une revendication politique de fond. A la mondialisation de l'économie capitaliste, il faut une mondialisation des peuples autour d'un projet politique, un gouvernement mondial. C'est le seul espoir d'un dépassement des idéologies religieuses et nationalistes.